

L'honorable M. GORDON: Il y a beaucoup de sociétés qui ont demandé des souscriptions au peuple canadien.

L'honorable M. SCHAFFNER: Celles du Fonds patriotique et de la Croix-Rouge étaient les principales.

La population du Canada est environ le treizième de celle des Etats-Unis, par conséquent en ce basant sur cette population, nous aurions dû percevoir \$200,000,000 en impôts sur les biens durant l'année.

Excusez-moi, honorables sénateurs, d'avoir retenu votre attention si longtemps. Mon intention était d'être plus bref. Je le répète, les industries de ce pays devraient être protégées; mais je crois qu'elles ont joui jusqu'à présent d'une trop grande protection. Nous avons perçu trop d'argent par les droits de douane et trop peu sur les richesses du pays. C'est la seule remarque défavorable que j'aie à faire au sujet du gouvernement unioniste. Aucun gouvernement n'aurait pu travailler avec autant de sincérité et autant de succès que celui-ci; mais maintenant que la guerre est terminée, nous devons réduire les droits de douane et prélever plus d'argent par les impôts sur les biens ou autrement.

L'honorable M. DAVID: Comme l'honorable sénateur a fourni beaucoup de matières à réflexion, je demande l'ajournement du Sénat à mardi prochain vu que c'est congé demain.

L'honorable sir JAMES LOUGHEED: Il y a plusieurs honorables sénateurs qui désirent parler sur ce sujet et qui sont maintenant prêts à le faire.

L'honorable M. DAVID: Très bien.

L'honorable M. DONNELLY: Les remarques que je veux faire ne peuvent être qualifiées du nom de discours. Je n'avais pas l'intention de parler sur l'adresse, comme vous pouvez le constater, je n'ai aucune note pour me guider dans les paroles que je vais prononcer. Je me bornerai à appeler votre attention pendant deux ou trois minutes sur quelques énoncés de l'honorable représentant du Manitoba (l'honorable M. Schaffner) et je profiterai aussi de l'occasion pour exprimer mon opinion sur les paroles prononcées hier par l'honorable représentant de De Lorimier (l'honorable M. Dandurand) et sur les arguments avancés par les messieurs de l'opposition, dans cette Chambre et dans la Chambre des communes.

Il y a eu beaucoup de conjectures dans le Parlement et dans les couloirs, au sujet de l'argument avancé, tendant à dire que

la province de Québec ne désire pas être consultée par ce gouvernement ou pour ainsi dire par qui que ce soit. Bien que je ne sache pas pourquoi cette rumeur existe, voici la raison que j'en donne: C'est un fait connu que la politique de tarif sera l'une des principales questions débattues à la prochaine élection générale. Ceux qui ont suivi de près les événements, savent bien que les industries ont pénétré rapidement dans la province de Québec durant ces dernières années. Les avocats de la protection nous ont dit que si nous la maintenions assez longtemps, les Américains nous apporteraient leur argent et leurs talents pour développer nos industries. Nous apprenons maintenant que c'est là ce qui est arrivé dans la province de Québec et qui est dû, je crois, aux conditions favorables de la main-d'œuvre. Quelques-uns de nos amis de la gauche, que nous pouvons, je crois, appeler la représentation unanime de la province de Québec commencent à croire que cette nouvelle condition pourrait causer une division dans le vote de cette province lors de la prochaine élection; et avec le désir d'y obvier, joint à la fierté de race, ils veulent continuer à faire groupe à part.

L'honorable M. CASGRAIN: Ecoutez, écoutez.

L'honorable M. DONNELLY: L'honorable représentant du Manitoba (l'honorable M. Schaffner) nous a décrit longuement les nombreuses ressources des provinces maritimes, de la province de Québec, de la province d'Ontario et de la province de la Colombie-Britannique; mais j'ai été quelque peu surpris d'entendre un homme qui a demeuré si longtemps dans l'Ouest et qui je crois y a amassé une fortune, nous faire une peinture si sombre des trois provinces des prairies. Il dit que la sécheresse et le vent qui abat leurs récoltes y empêchent les fermiers d'y faire de l'argent par la culture du grain.

Je me demande comment un gouvernement pourrait adopter une politique qui surmonterait les grandes difficultés que l'on rencontre dans l'Ouest, au dire de l'honorable sénateur.

L'honorable sénateur, s'appuyant sur un exposé d'un certain M. Morrison, secrétaire de l'U.F.O., prétend que le peuple du Canada ne retire aucun bénéfice de l'élevage du bétail. Un journal local qui me tomba sous la main, publiait que M. Morrison s'adressant à un groupe de fermiers d'Ontario, disait qu'aucune ferme de cette province ne produisait suffisamment pour payer l'inté-